



La Thaïlande depuis le coup d'État de 2014

Depuis le coup d'État du 22 mai 2014, la Thaïlande est une dictature militaire. En dépit de la promesse d'un retour à un gouvernement civil d'ici 2017, l'armée est engagée dans un processus d'institutionnalisation de son pouvoir sur la longue durée via la constitutionnalisation de pouvoirs de crise octroyés à la bureaucratie civile et militaire.

Le 22 mai 2014, l'armée emmenée par le général Prayuth Chanocha renversait le gouvernement de Yingluck Shinawatra, élue à une confortable majorité en 2011. Le 19 septembre 2006, son frère aîné, le magnat des télécommunications Thaksin Shinawatra, élu en 2001 et réélu triomphalement en 2005, avait également été déposé par l'armée.

En 2006, la condamnation internationale du coup d'État avait été timide. Thaksin s'était aliéné l'intelligentsia de Bangkok – la grande architecte de l'appréciation internationale de la politique intérieure thaïlandaise – en se rendant coupable de violations des droits de l'homme dans le Sud du pays à

majorité musulmane, ainsi que de scandales de corruption. En revanche, sa popularité n'avait pas faibli dans les zones rurales du Nord et du Nord-Est, ni dans les plaines centrales entourant la ville de Bangkok. Après le coup d'État militaire de 2006, la promulgation de la Constitution de 2007, et le retour à un gouvernement civil pro-Thaksin, un « coup d'État judiciaire » installa en 2008 l'opposition au pouvoir (1). En 2010, plusieurs centaines de milliers de partisans de Thaksin, les « Chemises rouges », manifestèrent à Bangkok pendant plusieurs mois pour réclamer de nouvelles élections. À cette mobilisation contre le coup d'État faisait face une contre-mobilisation, celle des « Chemises jaunes », féroce anti-Thaksin et

analyse

Par **Eugénie Mérieau**,
doctorante à l'INALCO et
chargée d'enseignement à
Sciences-Po Paris.

Photo ci-dessus :

Bangkok, le 9 novembre 2015, le Premier ministre thaïlandais, Prayuth Chanocha (à gauche), reçoit le président du Comité des chefs d'état-major du Pakistan, le général Rashad Mahmood. Premier ministre de Thaïlande depuis le 22 mai 2014, Prayuth Chanocha est un royaliste convaincu et l'un des principaux partisans de la répression militaire des Chemises rouges en 2009. Il a déclaré la loi martiale en mai 2014 après plusieurs mois de crise politique. Soutenu par le roi de Thaïlande, Rama IX (88 ans), il a été élu par l'Assemblée nationale le 21 août 2014. (© Gouvernement de Thaïlande)

Photo ci-dessous :

Le 18 novembre 2011, Yingluck Shinawatra rencontre le président américain, Barack Obama, lors du sommet de l'ASEAN. Investie Premier ministre de Thaïlande le 5 août 2011, elle sera destituée le 7 mai 2014 par la Cour constitutionnelle, au terme d'une procédure ouverte pour abus de pouvoir. (© White House)

pro-militaires. En mai 2010, l'armée dispersa les manifestants, faisant 90 morts et plus de 2000 blessés. Un an plus tard, les élections étaient finalement organisées. Yingluck, première femme à occuper le poste de Premier ministre dans l'histoire du pays, fut l'antithèse de son frère : elle adopta une attitude conciliante face à l'armée et au pouvoir judiciaire ; lorsqu'elle fut renversée, il ne se trouvait aucune violation des droits de l'homme ou scandale de corruption qui lui fût directement imputable (2).

C'est la raison pour laquelle, en 2014, la réaction internationale contre le coup d'État, menée par les États-Unis et l'Union européenne, fut beaucoup plus ferme. Alors qu'en 2006 les intellectuels thaïlandais, la presse étrangère, les organisations internationales et les ambas-

de coups d'État, de nouvelles Constitutions, d'élections, puis de nouveaux coups d'État définirait la Thaïlande

Sous cette nouvelle Constitution, Thaksin Shinawatra fut élu en 2001 sur un programme politique dualiste

“ En vertu de la septième recommandation, la Constitution devrait établir que toutes les actions menées par l'armée au nom de la défense de la monarchie ne peuvent faire l'objet de poursuites civiles ou pénales et sont insusceptibles de recours administratifs. ”

moderne. Néanmoins, après le coup d'État de 1991, les classes moyennes de Bangkok s'étaient mobilisées pour chas-

répondant à la fois aux attentes de la population rurale (accès à la santé, à l'éducation) et à celles des milieux d'affaires (libéralisation du secteur financier). La Constitution de 1997 et l'élection de Thaksin en 2001 apparaissaient donc comme l'aboutissement du processus de transition démocratique entamé en 1992.

Enorgueilli par sa popularité, Thaksin adopta un style populiste et arrogant, qui non seulement lui aliéna durablement les classes moyennes, mais encore bouleversa les allégeances traditionnelles de ces dernières. Par haine de Thaksin, les classes moyennes perdirent le goût de la démocratie électorale. En 2005, elles se mobilisèrent contre le Premier ministre, en réaction à des scandales de corruption, d'évasion fiscale et contre le caractère généralement autoritaire de son exercice du pouvoir. En 2006, elles exigèrent une intervention royale directe pour nommer à sa place un Premier ministre non élu (5), avant de soutenir en septembre le coup d'État militaire.

Ainsi, en l'espace d'une dizaine d'années, les classes moyennes urbaines avaient changé d'allégeance, évoluant d'un antimilitarisme fier vers un pro-militarisme embarrassé. Elles forment aujourd'hui le cœur des « Chemises jaunes ». Dans le même temps, les classes les plus populaires, exclues du processus politique jusqu'à l'élection de Thaksin, avaient développé et aiguisé leur conscience politique. Elles constituent aujourd'hui le noyau des « Chemises rouges » (6).

Les Chemises jaunes, minoritaires, se sont toujours prévaluées de leur supériorité pour « corriger » les choix politiques des « Chemises rouges », majoritaires.

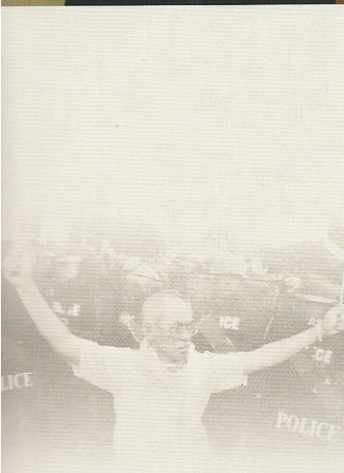


sades étrangères semblaient adhérer à la thèse selon laquelle il s'agissait d'un « coup d'État démocratique », en 2014, la réponse de la communauté internationale fut unanime. Pourtant, le coup d'État de 2014 ne fut que celui de 2006 revisité avec plus de moyens – la genèse des deux s'inscrit dans le cadre du conflit politique amorcé en 2005.

Le conflit politique thaïlandais

L'histoire de la Thaïlande est une succession de dictatures militaires. Connus sous le nom de « cercle vicieux de la politique thaïlandaise » (3), l'enchaînement

ser le général Suchinda Kraprayoon du pouvoir. Après quelques jours de manifestations et une intervention royale (4), Suchinda avait démissionné, marquant ce qui apparaissait alors comme le départ définitif des militaires de la scène politique. La classe moyenne avait prouvé son antimilitarisme, et avait donné un grand élan à l'idée de « réforme politique » : le processus de transition démocratique semblait engagé. Les Thaïlandais s'étaient alors passionnés pour la rédaction d'une nouvelle Constitution, démocratique et libérale, finalement adoptée en 1997.





En d'autres termes, les masses rurales élisent les gouvernements, Bangkok les renverse par de grandes manifestations de rue suivies de coups d'État. En 2006 et 2014, les coups d'État marquèrent l'aboutissement d'une séquence similaire : lancement de manifestations anti-gouvernementales à Bangkok, dissolution de la Chambre basse, tenue d'élections anticipées, invalidation de ces dernières par la Cour constitutionnelle, et coup d'État militaire.

Les objectifs du coup d'État

Les coups d'État de 2006 et 2014 partagent plusieurs objectifs communs (7). Deux d'entre eux doivent être relevés ici : l'objectif de constitutionnalisation du régime militaire d'une part, et le contrôle du processus de succession royale d'autre part.

Constitutionnaliser le régime militaire

Aux lendemains du coup d'État, l'armée déclarait l'abolition de la Constitution de 2007 et la promulgation d'une courte Constitution provisoire octroyant les pleins pouvoirs et l'immunité à l'armée (8), tout en promettant la mise en place d'un comité de rédaction constitutionnel chargé d'élaborer un texte démocratique – en application duquel seraient organisées des élections libres et équitables. Depuis mai 2014, deux processus constitutionnels ont été avortés – un premier projet fut rejeté en juin 2015 par « l'assemblée nationale » nommée par la junte, un second en septembre 2015. Le prochain projet est prévu pour avril 2016.

“ Par le coup d'État du 22 mai 2014, le gouvernement militaire entend être à même de contrôler une succession royale dont l'échéance est imminente, mais imprévisible. ”

Les dispositions les plus controversées des deux projets concernaient les pouvoirs exceptionnels en temps de crise octroyés à l'armée. Les deux textes constitutionnalisèrent un état d'exception confiant à des comités composés notamment des chefs de l'armée et des présidents des cours suprême, administrative et constitutionnelle, le soin de prendre le contrôle de l'administration en cas de « grave crise ».

Dans le cadre du processus en cours, l'armée soumettait, en novembre 2015, au comité de rédaction constitutionnelle un document contenant dix recommandations. La sixième recommandation réaffirmait encore la nécessité de mettre en place un « comité de crise » comprenant les membres de l'armée et du pouvoir judiciaire, habilité à prendre le contrôle du pays en cas de crise. Par ailleurs, en vertu de la septième recommandation, la Constitution devrait établir que toutes les actions menées par l'armée au nom de la défense de la monarchie ne peuvent faire l'objet de poursuites civiles ou pénales et sont insusceptibles de recours administratifs.

Les deux premiers projets ne disposaient pas que le Premier

ministre dût forcément être un parlementaire, vide juridique qui avait été utilisé à maintes reprises dans l'histoire du pays pour forcer « l'élection » de Premiers ministres militaires (9). Selon ces textes, le Sénat, aux pouvoirs étendus, devenait une instance entièrement nommée, ouverte aux militaires (10). Cette constitutionnalisation du régime militaire est un moyen pour l'armée de protéger ses intérêts face à l'incertitude liée à la mort du roi Bhumipol Adulyadej, âgé de 88 ans.

Contrôler le processus de succession royale

Par le coup d'État du 22 mai 2014, le gouvernement militaire entend être à même de contrôler une succession royale dont l'échéance est imminente, mais imprévisible, et surtout qui devra être orchestrée dans la plus grande intelligence immédiatement à la mort du roi. En effet, si le prince héritier, aujourd'hui âgé de 63 ans, est désigné officiellement par le roi depuis 1972, et que les règles de succession sont suffisamment claires pour neutraliser les contestations sur sa légitimité, sa personne demeure très controversée. Le prince n'incarne pas, contrairement à son père le roi Bhumipol Adulyadej, monté



sur le trône en 1946, les vertus bouddhiques propres d'un roi qui règne selon le *dhamma* (la vérité, la justice). L'image de Bhumipol, construite depuis les années 1960, faisait de ce dernier un *dhammaraja*, caractérisé par la générosité, le calme, le désintéressement, le détachement face aux plaisirs matériels, la patience et la loyauté. Ces qualités, réelles ou imaginées, avaient érigé son père au rang de figure quasi divine révérée par son peuple.

Depuis le coup d'État, pour préparer la succession, une grande manœuvre de réhabilitation de l'image du prince est en cours. Tout d'abord, fin 2014, le prince divorçait de son ancienne épouse, la princesse Sirirasmi, éminemment critiquée pour ses origines modestes et son passé aux mœurs libres. Deuxièmement, en août 2015, le prince organisait en l'honneur de la reine un événement très rassembleur, le « *Bike for Mom* », une course cycliste géante dans Bangkok. Menant

Photo ci-dessus :

Le 19 mai 2013, dans les rues de Bangkok, un membre des Chemises rouges affiche son soutien à la famille Shinawatra en brandissant des photos de Thaksin et Yingluck Shinawatra. Les Chemises rouges sont généralement issues des masses rurales et urbaines défavorisées du Nord et du Nord-Est du pays, reconnaissantes envers les politiques de Thaksin et de sa sœur en faveur des plus pauvres. (© Shutterstock)

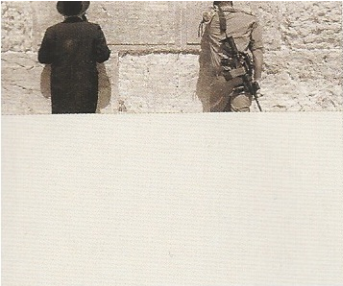


Photo ci-dessus :

Un partisan des Chemises jaunes défile dans les rues de Bangkok en 2012. Ces derniers sont composés des élites de Bangkok, proches du Palais royal, et voient la famille Shinawatra comme une menace pour la monarchie. (© Shutterstock)

Photo ci-contre :

Le 22 mars 2006, Thaksin Shinawatra arrive dans un grand hôtel de la capitale thaïlandaise. Premier ministre du pays de février 2001 à février 2005, puis reconduit pour un second mandat, il est contraint de démissionner en avril 2006 pour corruption, avant de revenir au pouvoir et d'être finalement renversé par un coup d'État le 19 septembre 2006. Depuis cet événement, et alors qu'il est reconnu coupable de conflit d'intérêts dans le cadre de transactions immobilières, il vit en exil à Londres, à Dubaï, puis dans le Cambodge voisin. (© PhuuchaayHYBRID)

lui-même le convoi, il a pu faire montre aux Thaïlandais de sa bonne santé. Il a également démontré son courage d'affronter la chaleur, le soleil, et la fatigue, comme son père avait pu le faire avant lui en se rendant à pied dans des zones rurales reculées. « *Bike for Mom* » est devenu une fierté nationale. Fort de ce succès, le prince réitère en décembre pour l'anniversaire du roi, avec une course intitulée « *Bike for Dad* ». Enfin, de nombreuses « purges » ont eu lieu dans l'entourage proche du prince à l'encontre de personnes suspectées de corruption dans le cadre de l'organisation de « *Bike for Mom* » (11). Le prince chercherait ainsi à se dissocier de toute entreprise de corruption.

Implications politiques du coup d'État

Une paix domestique répressive

Depuis le coup d'État, plus de 700 personnes ont été convoquées par l'armée pour des « stages d'ajustement d'attitude » dans des camps militaires, à l'issue desquels ils devaient s'engager par écrit à s'abstenir de toute critique à l'égard de la junte. Ceux qui refusèrent de répondre à la convocation – plus d'une vingtaine – sont aujourd'hui poursuivis devant une cour martiale pour violation des ordres de l'armée. Parmi eux se trouvent des professeurs d'université, des hommes politiques, des journalistes, des étudiants, des activistes, des écrivains... Si les rapports de torture ou de mauvais traitements sont rares, le degré de contrôle social atteint grâce à ces stages n'en est pas moins élevé. Les personnes ayant été convoquées sont soumises à des contrôles réguliers de la part de l'armée, se traduisant par une interdiction de quitter le territoire national sauf autorisation expresse de la junte, ainsi que des visites régulières de l'armée, voire une surveillance permanente au domicile.

Les personnes jugées les plus dangereuses à l'égard du régime sont quant à elles poursuivies pour lèse-majesté. Cette loi punit d'une peine de 3 à 15 ans de prison toute personne qui insulte, calomnie ou injurie le roi, la reine, le régent ou le prince héritier. En réalité, les peines sont souvent bien plus lourdes et outrageusement disproportionnées, comme dans l'affaire d'Akong, condamné à 20 ans de prison pour l'envoi de quatre SMS, décédé en prison (12). Depuis le coup d'État, ce chef d'accusation relève de la compétence des juridictions militaires.

Poursuivis pour lèse-majesté, certains opposants au régime ont choisi l'exil, en France notamment, comme Jaran Ditapichai, ancien membre du Comité des droits de l'homme.

Face à cette répression, la résistance est atone. Contrairement à ce qui s'était produit après 2006, où la mobilisation avait grandi de quelques centaines de manifestants en 2006 à plusieurs milliers en 2007, depuis le coup d'État de 2014, la résistance a été principalement circonscrite au milieu universitaire de Bangkok, et les mobilisations ont rarement dépassé quelques centaines de personnes. Les premières manifestations, dans le cadre de la loi martiale interdisant les réunions de plus de cinq personnes, furent individuelles et souvent très créatives. Lecture du livre 1984 de George Orwell en place

“ Depuis le coup d'État, plus de 700 personnes ont été convoquées par l'armée pour des « stages d'ajustement d'attitude » dans des camps militaires, à l'issue desquels ils devaient s'engager par écrit à s'abstenir de toute critique à l'égard de la junte. ”

publique, salut à trois doigts issu du film *Hunger Games*, parodies sous forme de clip du général Prayuth Chanocha, marches symboliques, organisations de fausses élections, protestations individuelles diverses, notamment par une présentatrice de téléachat sur une chaîne du câble... Postées et partagées sur les réseaux sociaux, ces formes de résistance non violente n'ont pas réellement affecté la stabilité du régime de Prayuth. Après la révocation de la loi martiale, l'espoir d'une résistance plus efficace et d'une mobilisation plus importante fut porté par la jeunesse estudiantine de Bangkok et de Khon Khaen. En mai 2015, une dizaine d'étudiants organisèrent une





manifestation en commémoration du coup d'État, en violation d'un ordre de la junte leur ayant interdit la tenue d'une telle manifestation. Arrêtés, ils furent poursuivis devant la cour martiale. Pendant toute la période de détention préventive, les membres de leur réseau essayèrent de soulever un mouvement étudiant et citoyen de solidarité. Quelques événements furent organisés, qui rencontrèrent un succès relatif : 200, 300 personnes y participèrent. Ces chiffres sont à comparer aux 300 000 « Chemises rouges » qui manifestaient en 2010 contre le coup d'État de 2006. La mobilisation en faveur des étudiants, circonscrite aux cercles de Bangkok, s'essouffait rapidement. Les étudiants furent finalement relâchés et le mouvement s'étouffa alors tout à fait.

“ Si la Thaïlande se rapproche de la Chine, ce n'est pas uniquement par affinités politiques ou nécessité économique, mais aussi en réaction à la dégradation de la relation avec les États-Unis. ”

Depuis, la résistance n'a jamais été aussi faible. Parallèlement, un espace public semble ouvrir progressivement, avec l'organisation de séminaires et de colloques qui, sans discuter ouvertement de la situation politique actuelle – ce qui est interdit –, peuvent l'aborder par des voies détournées. Étudiants et professeurs constituent l'unique foyer de résistance encore actif. Dans le même temps, hommes politiques et anciens leaders des « Chemises rouges » se sont tus. Ils attendent, presque fébriles, le spectacle de militaires et d'élites du Palais qui s'entre-déchirent. De même, chez la population, la résignation générale règne. Les Thaïlandais attendent d'être les spectateurs d'un conflit infra-élite qui, finalement, ne les concerne que peu.

Dans le même temps, les Thaïlandais assistent au jeu de chassé-croisé démocratique entre la Thaïlande et son voisin birman, désormais engagé dans un véritable processus démocratique. La Thaïlande se rapproche également d'autres régimes autoritaires d'Asie.

Le rapprochement avec la Chine

De par son histoire d'État tampon entre les colonies anglaise et française, et sa géographie, la plaçant entre les grandes puissances économiques indienne et chinoise, la Thaïlande a très tôt adopté une diplomatie de balancier (dite du « bambou »). La diplomatie thaïlandaise de balancier, aujourd'hui exercée par rapport à la Chine et aux États-Unis, est une stratégie non pas active, mais réactive en matière de politique étrangère (13). Cette diplomatie lui permit d'échapper à la colonisation directe, face aux Européens au XIX^e siècle, face aux Japonais durant la Seconde Guerre mondiale (14) ; mais aussi de s'allier à ces derniers durant la Seconde Guerre mondiale et de se trouver tout de même dans le camp des vainqueurs en 1945. Durant la guerre froide, la Thaïlande est devenue le

centre stratégique des opérations de *containment* américaines en Asie du Sud-Est. Dans ce cadre, les États-Unis ont fourni à l'armée thaïlandaise une aide massive. C'est en large partie grâce à l'aide militaire américaine que l'armée thaïlandaise a pu asseoir son autorité sur la scène politique siamoise. L'aide américaine était destinée à renforcer les capacités militaires thaïlandaises de lutte contre le communisme, mais aussi à bâtir la monarchie siamoise via des efforts colossaux de propagande. Il était bien compris qu'une monarchie solide, résiliente et aimée de ses sujets constituait le rempart le plus efficace contre le communisme. Depuis, les États-Unis entretiennent une relation privilégiée avec la famille royale siamoise. En 2003, la Thaïlande avait été promue au rang d'« allié majeur hors OTAN ». Après le coup d'État, les États-Unis ont, comme la loi fédérale américaine l'exige, suspendu leur coopération militaire avec la Thaïlande. Aujourd'hui, ils adoptent un langage très ferme à l'égard de la junte, tout en réaffirmant leur soutien historique au roi Bhumipol (15). Depuis, les « Chemises jaunes » ultra-royalistes appellent à la démission de l'ambassadeur américain ; et plusieurs manifestations ont été organisées devant l'ambassade américaine à Bangkok.

Depuis le coup d'État, la relation Thaïlande-États-Unis se détériore au profit de la Chine. En effet, si la Thaïlande se rapproche

Photo ci-dessous :

Le 19 décembre 2014, le Premier ministre chinois, Li Keqiang, arrive à Bangkok pour participer au cinquième sommet de la coopération économique du Grand Mékong. À l'occasion de cette visite, l'accord attendu depuis longtemps d'un projet de construction par des entreprises chinoises d'une ligne ferroviaire à grande vitesse a été signé. En avril 2014, le gouvernement thaïlandais avait également approuvé un plan de 23 milliards de dollars pour construire un réseau ferré à grande vitesse afin de rejoindre à terme la Chine, mais aussi Singapour. (© Xinhua)



de la Chine, ce n'est pas uniquement par affinités politiques ou nécessité économique, mais aussi en réaction à la dégradation de la relation avec les États-Unis. Certes, le rapprochement avec la Chine ne date pas du coup d'État ; mais, sous le gouvernement de Prayuth, de spectaculaires actes d'amitié envers la Chine ont démontré le niveau de connivence politique appelé à se développer entre les deux régimes : en juillet 2015, le retour par la Thaïlande d'une centaine d'Ouïghours en Chine, qui auraient été, selon toute vraisemblance, à l'origine des attentats terroristes ayant causé la mort de 20 personnes au temple Erawan à Ratchaprasong en août dernier ; en novembre 2015, le retour des activistes chinois inscrits au registre des réfugiés par l'ONU. Ces « gestes diplomatiques » traduisent une volonté politique forte d'un rapprochement entre la Thaïlande et la Chine.





Photo ci-contre :

Le 16 août 2015, le prince héritier Maha Vajiralongkorn participe à la course cycliste « Bike for Mom » organisée dans les rues de Bangkok pour célébrer sa mère, la reine Sirikit. Le prince a conduit des dizaines de milliers de cyclistes à travers les rues de la capitale, dans un climat d'anxiété générale concernant la santé du roi malade. (© AFP / Pornchai Kittiwongsakul)



Par ailleurs, dans le cadre du conflit opposant en mer de Chine du Sud la Chine, les pays de l'Asie du Sud-Est insulaire, et les États-Unis, ces derniers demandent à l'ASEAN d'agir contre la Chine. Une telle entreprise semble néanmoins difficile à envisager ; il faudrait que l'ASEAN, dont la Thaïlande est membre fondateur (16), abandonne sa diplomatie de balancier et fasse des entorses à l'« ASEAN way » qui la définit : une diplomatie par consultation et consensus.

Depuis 1932, date de l'abolition de la royauté absolue, la Thaïlande a connu 19 Constitutions, et 13 coups d'État. Le texte constitutionnel actuellement en cours d'élaboration est le vingtième. Avec une longévité moyenne de quatre ans par Constitution, l'instabilité constitutionnelle est devenue au royaume des sourires un véritable mode d'exercice du pouvoir. Les textes constitutionnels sont autant de documents servant à institutionnaliser les nouveaux rapports de force issus de la prise de pouvoir. Comme le coup d'État de 2006 avant lui, celui de 2014 a pour objectif de préparer la succession royale en institutionnalisant un « État dans l'État » (*Deep State*) qui pourra se révéler résilient face aux divers scénarios envisageables dans le cadre de la succession. C'est tout l'enjeu du processus constitutionnel en cours. L'exercice est périlleux pour ceux qui y sont engagés : la succession est redoutée par les élites, qui craignent – à juste titre – de tomber sous le coup de luttes intestines ; et les premières purges au sein du cercle proche du prince héritier, comprenant notamment plusieurs de ses gardes du corps, donnent un avant-goût anxiogène de la Thaïlande post-Bhumipol.

Eugénie Mérieau

Notes

(1) En décembre 2008, le parti politique pro-Thaksin ainsi que des partis de la coalition pro-Thaksin furent dissous par la Cour constitutionnelle. Les membres du comité exécutif des partis, dont le Premier ministre, Somchai Wongsawat, furent démis de leur fonction de parlementaires. Un nouveau vote fut effectué au sein du Parlement qui donna la majorité à Abhisit Vejjajiva, le chef du parti anti-Thaksin. En septembre 2008, la Cour constitutionnelle avait destitué Samak Sundaravej, membre du parti pro-Thaksin, pour avoir tenu une émission de cuisine à la télévision, activité jugée incompatible avec ses fonctions de Premier ministre.

(2) Des poursuites pour corruption sont engagées à son

encontre dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de subventions aux riziculteurs, mais aucune preuve tangible n'a à ce jour été présentée aux enquêteurs.

(3) Chai-anan Samudavanija, *The Thai young Turks*, Singapour, ISEAS, 1982, p. 1.

(4) Le 20 mai 1992, après trois jours de manifestations à Bangkok, le roi convoqua le Premier ministre contesté, Suchinda Kraprayoon, ainsi que le leader des manifestants, Chamlong Srimuang, leur demandant de mettre fin à leur confrontation. Suchinda accorda une amnistie aux manifestants et démissionna le 24 mai 1992. L'intervention fut télévisée, et reste à ce jour l'un des moments clés de la construction du prestige royal. Cet événement renforça l'image du roi comme arbitre suprême de la nation et « gardien de la démocratie ».

(5) Les manifestants invoquèrent l'utilisation de l'article 7 de la Constitution sur la coutume, arguant que le rôle coutumier du monarque était de résoudre les crises par la nomination d'un Premier ministre « neutre ». Le roi refusa, dénonçant le caractère antidémocratique de cette pratique.

(6) Pour une analyse détaillée de la coalition des « Chemises rouges », voir Eugénie Mérieau, *Les « Chemises Rouges » de Thaïlande*, Bangkok, IRASEC, juillet 2013. Pour les Chemises jaunes, voir Michael Nelson, « Thailand's People's Alliance for Democracy: From New Politics to Real political party? » in Marc Askew (dir.), *Legitimacy crisis in Thailand*, Chiang Mai, Silksworm, 2010, p. 119-159.

(7) Sur les autres objectifs non traités dans cet article, voir Eugénie Mérieau, « La crise politique thaïlandaise », in Jean-Luc Racine (dir.), *Asie 2015*, Paris, La Documentation française, p. 89-105.

(8) Après avoir proclamé la loi martiale restée en vigueur jusqu'en avril 2015, Prayuth Chanocha a désormais recours à l'article 44 de la Constitution pour promulguer des ordres ayant force de loi. Cet article dispose que tous les ordres ainsi émis par Prayuth sont exécutoires, légaux et constitutionnels. Les articles 47 et 48 complètent le dispositif autoritaire en prévoyant l'immunité du chef de la junte.

(9) Des Premiers ministres civils non parlementaires furent également nommés selon ce procédé ; c'est le cas d'Anand Panyarachun, nommé en 1992 sous la Constitution de 1991, pour résoudre la crise politique.

(10) En 1997, le Sénat était entièrement élu. En 2007, il était à demi-nommé par un comité de sept membres comprenant le président de la Cour constitutionnelle, le président de la Commission électorale, le président des Ombudsmen, le président de la Commission nationale anticorruption, le président de la Cour des comptes, un magistrat de la Cour suprême et un magistrat de la Cour administrative suprême. En 2013, le gouvernement de Yingluck amorça une révision constitutionnelle pour faire du Sénat un organe entièrement élu, sur le modèle de 1997. Cette révision fut jugée inconstitutionnelle par la Cour constitutionnelle.

(11) Dans le cadre de cette purge, des poursuites pour lèse-majesté ont été engagées contre quatre des organisateurs de « Bike for Mom ». Trois d'entre eux furent trouvés morts dans leur cellule de prison quelques jours après leur arrestation.

(12) La loi de lèse-majesté est utilisée depuis les années 1970 pour faire taire l'opposition ; à la faveur de la crise en 2005, son utilisation a connu une explosion sans précédent.

(13) Voir Eugénie Mérieau, « Les élites stratégiques de Thaïlande », Paris, Asia Centre, 2013.

(14) Au XIX^e siècle, des traités d'extraterritorialité signés avec les puissances européennes donnaient à ces dernières la souveraineté judiciaire sur leurs propres nationaux sur le territoire siamois. Ainsi, la souveraineté siamoise sur son propre territoire était incomplète. De même, durant la Seconde Guerre mondiale, les rapports entre Japonais présents sur le territoire national en tant qu'« alliés » et Thaïlandais ne furent pas exempts de rapports de force favorables aux Japonais.

(15) Le 25 novembre 2015, l'ambassadeur américain a, dans une conférence au Club des Correspondants étrangers à Bangkok, fermement condamné le coup d'État, tout en déclarant que les États-Unis demeuraient les meilleurs alliés de la famille royale thaïlandaise.

(16) L'Association des Nations d'Asie du Sud-Est fut fondée en 1967 par l'Indonésie, la Thaïlande, les Philippines, la Malaisie et Singapour, pour contenir l'expansion du communisme en Asie du Sud-Est. En 1984, le Brunei rejoignit l'association, suivi du Vietnam en 1995, du Laos et de la Birmanie en 1997, et du Cambodge en 1999. Le Timor oriental, indépendant depuis 2002, est candidat officiel à l'adhésion.